



Informations du Guatemala

2^e Année, n°99

Du 15 au 22 novembre 1984

POLITIQUE

Désir de paix menacé

Le gouvernement se refuse à négocier

Les craintes de l'Assemblée Constituante

Capture d'un homme politique

Une démocratie reposant sur des violations

Il existe des problèmes plus épineux

Un appui moral, uniquement

Responsabilité gouvernementale face aux disparitions

Le Guatemala et le Contadora

Préparés à la guerre

Contrôle militaire en zone frontalière

ECONOMIE

Marché de devises parallèle autorisé

Les investisseurs se méfient

CONTRE-INSURRECTION

Article paru dans le Monde, récusé

Brigades de patrouille composées de 900 000 civils

Les arrestations de paysans se poursuivent

Attribution de décorations récompensant les mérites dans la guerre psychologique

INSURRECTION

Les troupes tombent dans une embuscade à San Marcos

DROITS DE L'HOMME

Un prêtre dénonce les enlèvements

Assassinats de paysans dans le sud du pays

Mesures prises pour empêcher la mendicité

POLITIQUE

DESIR DE PAIX MENACE

Le 17 novembre, l'Unité Révolutionnaire Nationale du Guatemala -URNG- affirmait que la menace croissante d'une invasion militaire en Amérique centrale de la part des Etats-Unis et l'alignement sur la politique américaine prôné par l'armée guatémaltèque, menacent le désir de paix qui fait jour dans la région.

Un communiqué de l'URNG stipule que bien que la diplomatie guatémaltèque ne s'aligne pas ouvertement sur la politique du président Reagan, l'armée renforce la répression et promeut un projet électoral qui ne permet pas la participation démocratique et qui ne cherche qu'à mener en bateau certains secteurs de la population et l'opinion publique internationale.

LE GOUVERNEMENT SE REFUSE A NEGOCIER

Le Chef de l'Etat Major de l'armée, le Général Rodolfo Lobos Zamora, a annoncé le 17 novembre que le gouvernement se refusait, de fait, à négocier avec l'insurrection, étant attendu que cette dernière se situe en marge de la loi et que ce type de dialogue s'est soldé par un échec dans d'autres pays.

LES CRAINTES DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

La Junte dirigeante et les chefs de file des "blocs" de l'Assemblée nationale se sont entendus, le 15 novembre, pour renforcer les mesures de sécurité autour du siège de cette dernière, du fait d'une série de menaces proférées à l'encontre de la Constituante

CAPTURE D'UN HOMME POLITIQUE

Raul Samayoa, dirigeant de Force Populaire Organisée, parti politique en cours de formation, chassa, en ouvrant le feu, plusieurs agents de police en civil, alors que ces derniers cherchaient à violer son domicile et enlever sa fille.

Au cours de la fusillade, un agent, membre du Département des Enquêtes Techniques de la Police Nationale, le DIT, Enoc Gonzalez Galindo fut blessé. Samoyoa, quant à lui, fut arrêté par la suite, lorsque les renforts des Corps de Sécurité eurent encerclé son domicile.

UNE DEMOCRATIE REPOSANT SUR DES VIOLATIONS

Plus d'une centaine de parents des disparus pénétrèrent, pacifiquement, le 14 novembre, dans l'enceinte du siège de l'Assemblée Nationale Constituante. Là, ils dénoncèrent l'existence de prisons secrètes et exigèrent du gouvernement la libération immédiate des disparus.

Selon les manifestants, membres du groupe d'Appui Mutuel, la démocratie offerte par les hommes politiques et les fonctionnaires repose sur des violations des droits fondamentaux des guatémaltèques et bafoue la dignité de ce même peuple.

IL EXISTE DES PROBLEMES PLUS EPINEUX

Le 14 novembre, le président de l'Assemblée Nationale Constituante, le démocrate-chrétien, Roberto Carpio alléguait que le Guatemala connaît des problèmes bien plus épineux que celui de la libération des détenus et disparus. Monsieur Carpio répondait ainsi à un groupe de parents de disparus venus lui signaler que "la nouvelle Constitution ne pouvait se rédiger en faisant fi des disparus".

UN APPUI MORAL, UNIQUEMENT

Le 14 et le 15 novembre des députés de l'Assemblée Constituante ont signalé que les parents des détenus et disparus ne pouvaient compter que sur un appui moral de leur part.

Tomas Ayuso, démocrate-chrétien, a souligné que l'Assemblée ne dispose que d'un pouvoir très limité et qu'elle ne possède pas les mécanismes permettant de savoir ce qu'il est advenu des disparus. Dès le 16 novembre on interdisait l'accès à l'Assemblée aux partisans.

RESPONSABILITE GOUVERNEMENTALE FACE AUX DISPARITIONS

Le 18 novembre, le Général Mejia Victores, admettait la responsabilité gouvernementale dans les disparitions de personnes au Guatemala.

Le Chef de l'Etat, répondant aux accusations des parents des détenus et disparus qui affirmaient avoir des preuves de la responsabilité des forces de sécurité, déclara : "Je ne dirai pas que le gouvernement n'est pas responsable, je n'affirmerai pas que ce sont la subversion ou la violence commune qui sont les vraies coupables".

LE GUATEMALA ET LE CONTADORA

Le Chancelier Fernando Andrade, lors de son discours du 14 novembre, à l'occasion de la XIVème Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains, tenue au Brésil, a souligné que le gouvernement guatémaltèque était prêt à poursuivre les négociations en vue d'analyser et parachever les observations et les suggestions formulées dans l'Acte de Paix du Contadora et proposées par le Honduras, le Salvador et le Costa Rica.

PREPARES A LA GUERRE

Le 17 novembre, le Chef de l'Etat Major de l'armée annonçait que l'armée guatémaltèque était parée à toute éventualité, à savoir, quelle que soit l'issue de l'actuelle crise centre-américaine, aiguësée par la course aux armements dans laquelle se sont engagés certains pays de la région.

Le Général Lobos Zamora a ajouté que dans l'éventualité d'une confrontation dans la région, le Conseil de Défence Centre-Américain aurait un rôle important à jouer, c'ad, le CONDECA.

CONTROLE MILITAIRE EN ZONE FRONTALIERE

Selon Juan Francisco Ruiz Galvan, délégué des Services Migratoires du Mexique, une bande de quelques 100 kilomètres située en territoire guatémaltèque et faisant frontière avec le Mexique, est considérée par le gouvernement du Général Mejia Victores comme une zone dangereuse. C'est ce que l'on pouvait lire le 14 novembre dans le journal Dernières Nouvelles d'Excelsior (Ultimas Noticias de Excelsior).

Le transit s'effectue, dans cette zone, sous une stricte surveillance et contrôle militaire, affirme le fonctionnaire mexicain.

ECONOMIE

MARCHE DE DEVICES PARALLELE AUTORISE

Au cours de la soirée du 14 novembre, dans un message radio - télédiffusé, le Général Mejia Victores donnait l'autorisation à l'établissement d'un marché de devises parallèle régit par les lois de l'offre et de la demande.

Cette mesure, qui est entrée en vigueur le 15 novembre, a pour but de restaurer la confiance des investisseurs étrangers, favoriser le retour des capitaux qui avaient fuis auparavant et, corriger le déséquilibre de la balance des paiements, déclarent les Autorités.

LES INVESTISSEURS SE MEFIENT

Le 16 novembre, Francisco Caceres, industriel et homme politique d'extrême-droite, déclarait que l'instabilité politique du Guatemala, entraîne la méfiance des investisseurs nationaux et étrangers.

Les déclarations de Caceres furent considérées comme la réponse donnée par les secteurs privés à l'invitation gouvernementale de rapatrier les capitaux.

CONTRE-INSURRECTION

ARTICLE PARU DANS LE MONDE, RECUSE

L'armée guatémaltèque récusa le 17 novembre un article publié récemment dans le journal français, "Le Monde Diplomatique", où l'on affirmait que les villages modèles et les patrouilles d'autodéfence civiles pouvaient être comparées aux tactiques contre-insurrectionnelles utilisées par Israël en Cisjordanie et dans les territoires arabes occupés.

BRIGADES DE PATROUILLE COMPOSEES DE 900 000 CIVILS

Le Colonel Hector Rosales Salaverria, porte-parole des Forces Armées, a prétendu, le 17 novembre que l'armée a organisé 900 000 hommes au sein des fameuses patrouilles d'autodéfense civile.

3 000 civils, composant ces patrouilles, ont prêté serment, le 18 novembre dans la municipalité de Anatitlan, située dans le département de Guatémala.

LES ARRESTATIONS DE PAYSANS SE POURSUIVENT

65 paysans (37 enfants, 11 femmes et 17 hommes) de la municipalité de Nebaj, dans le département de El Quiché, au Nord-Ouest, ont été capturés par l'armée, la semaine dernière dans les montagnes de la région et transférés auprès du détachement militaire de Nebaj.

Si l'on en croit la version officielle, les paysans ont été sauvés de l'insurrection au cours d'opérations militaires.

ATTRIBUTION DE DECORATIONS RECOMPENSANT LES MERITES DANS LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

Le Colonel Po Shin Sung et le Lieutenant-colonel Wei Yuang Chang, officiers de l'armée de Taiwan, ont été décorés le 14 novembre par l'armée guatémaltèque, en signe de reconnaissance "pour avoir promu et permis l'assistance entre les deux armées".

L'armée de Taiwan conseille celle du Guatemala dans le domaine de la guerre psychologique et divers aspects de la contre-insurrection, signale-t-on en Haut Lieu, à l'Etat Major.

INSURRECTION

LES TROUPES TOMBENT DANS UNE EMBUSCADE A SAN MARCOS

Selon un communiqué de l'insurrection, rendu public le 15 novembre, des troupes qui effectuaient des incursions dans les régions montagneuses du département de San Marcos à l'ouest du pays, sont tombées dans une embuscade tendue par les Forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA-, le 5 et le 6 novembre.

Le communiqué de l'ORPA signale que l'armée déplore 15 pertes et que les Unités Insurrectionnelles ont occupé le 2 novembre plusieurs villages, y compris San Marcos, où ils ont organisé des réunions politiques, aidés par la population.

DROITS DE L'HOMME

UN PRETRE DENONCE LES ENLEVEMENTS

Le prêtre Andres Giròn, de la municipalité de Nueva Concepción, dans le département méridional de Escuintlan, le 14 novembre, a dénoncé le fait qu'au moins 40 personnes avaient été enlevées dans cette région en l'espace d'un mois et demi.

Giròn affirme que les sequestrés, femmes et enfants inclus, voient leur nombre croître sensiblement. Les enlèvements sont menés à bien par des hommes armés jusqu'aux dents. Il exige une explication de la part du gouvernement.

ASSASSINATS DE PAYSANS DANS LE SUD DU PAYS

Le journal Prensa Libre signale le 16 novembre qu'au moins 12 personnes ont été assassinées au cours des 15 premiers jours de novembre dans les municipalités de Nueva Concepción et Tiquisate, dans les départements de Escuintla.

Le journal ajoute que bon nombre de pauvres paysans émigrent, poussés par la peur, et Prensa Libre révèle que parmi les personnes qui ont trouvé la mort, on compte Maximo Lopez, Jose Alfonso de la Cruz, une femme qui n'a pas pu être identifiée et que l'on a repêchée alors qu'elle flottait à la dérive dans le Rio Madre Vieja, Javier Francisco Hernandez Cojòn et Samuel Luango Garcia.

MESURES PRISES POUR EMPECHER LA MENDICITE

Le journal El Grafico, daté du 16 novembre relate que les Chefs de Police ont prévenu que les actions destinées à empêcher les enfants traînants dans les rues de la capitale de mendier allaient se poursuivre.